



Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

9247^e séance

Mardi 24 janvier 2023, à 10 heures

New York

Provisoire

Président : M. Ishikane/M^{me} Shino (Japon)

Membres :

Albanie	M. Hoxha
Brésil	M. Costa Filho
Chine	M. Zhang Jun
Émirats arabes unis	M ^{me} Alhefeiti
Équateur	M. Pérez Loose
États-Unis d'Amérique	M. Wood
Fédération de Russie	M. Polyanskiy
France	M ^{me} Broadhurst Estival
Gabon	M. Biang
Ghana	M ^{me} Osei
Malte	M ^{me} Gatt
Mozambique	M. Afonso
Suisse	M ^{me} Baeriswyl
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M ^{me} Jacobs

Ordre du jour

La question concernant Haïti

Rapport du Secrétaire général sur le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (S/2023/41)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 5.

Expression de condoléances à la suite du décès de S. E. M. Michael Moussa Adamo, Ministre des affaires étrangères du Gabon

Le Président (*parle en anglais*) : Les membres du Conseil de sécurité ont été profondément attristés par la nouvelle récente du décès de S. E. M. Michael Moussa Adamo, éminent diplomate et Ministre des affaires étrangères du Gabon. Ils se rappellent le tact avec lequel le Ministre Adamo a présidé plusieurs séances du Conseil de sécurité en octobre 2022.

Les membres du Conseil de sécurité présentent leurs sincères condoléances à la famille de Michael Moussa Adamo, à la Mission permanente et au Gouvernement gabonais, ainsi qu'à toutes les personnes qui appréciaient le Ministre Adamo, au Gabon et ailleurs.

Au nom des membres du Conseil, j'invite chacun et chacune à se lever et à observer une minute de silence à la mémoire du Ministre des affaires étrangères Michael Moussa Adamo.

Les membres du Conseil de sécurité observent une minute de silence.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La question concernant Haïti

Rapport du Secrétaire général sur le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (S/2023/41)

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants du Canada, d'Haïti et de la République dominicaine à participer à la présente séance.

Au nom du Conseil, je souhaite la bienvenue à S. E. M. Roberto Álvarez Gil, Ministre des relations extérieures de la République dominicaine.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M^{me} Helen La Lime, Représentante spéciale du Secrétaire général pour Haïti et Cheffe du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2023/41, qui contient le rapport du Secrétaire général sur le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti.

Je donne la parole à M^{me} La Lime.

M^{me} La Lime (*parle en anglais*) : Le mois de janvier a un goût amer pour Haïti, car les célébrations de l'indépendance s'accompagnent du souvenir douloureux du tremblement de terre dévastateur qui, le 12 janvier 2010, a ravagé la capitale, faisant des centaines de milliers de morts et des milliers de déplacés. Cette année, les commémorations de la tragédie ont été en demi-teintes, éclipsées par la crise prolongée à laquelle le pays est confronté, alors que les progrès obtenus au prix d'années d'efforts de relèvement sont en train d'être réduits à néant et que les Haïtiens ont du mal à remettre le pays sur la voie de la démocratie.

La violence liée aux bandes organisées a atteint des niveaux inégalés depuis des décennies. Les meurtres et les enlèvements ont augmenté pour la quatrième année consécutive : 1 359 enlèvements ont été enregistrés en 2022, soit plus du double du nombre enregistré en 2021, avec une moyenne d'environ quatre par jour. Le nombre de meurtres a également augmenté d'un tiers par rapport à l'année précédente. Au total, 2 183 meurtres ont été signalés en 2022, touchant presque toutes les couches de la société, y compris un ancien candidat à la présidence et le Directeur de l'Académie nationale de police.

Un rapport à venir du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti, ainsi que du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, indique que les rivalités entre deux coalitions de bandes organisées, le G9 et le GPEP, ont atteint des niveaux sans précédent dans plusieurs quartiers de Cité-Soleil. La violence fait partie de stratégies bien définies conçues pour soumettre les populations et étendre l'emprise territoriale. Les bandes recourent de plus en plus au meurtre délibéré d'hommes, de femmes et d'enfants, certains d'entre eux, âgés d'à peine 10 ans, étant sauvagement violés, comme tactique pour répandre la peur et détruire le tissu social des communautés sous le contrôle de bandes rivales. Assiégeant et déplaçant des populations entières qui vivent déjà dans une extrême pauvreté, les bandes bloquent délibérément l'accès à la nourriture, à l'eau et aux services de santé, alors que sévit une épidémie de choléra.

Dans le pays, près de 5 millions de personnes se trouvent en situation d'insécurité alimentaire aiguë.

Même si 90 % des écoles fonctionnent désormais, des milliers d'enfants, en particulier ceux qui vivent dans les zones où sévissent les bandes armées, n'ont pas encore commencé leur année scolaire. De plus en plus d'informations font état de cas de recrutement et d'utilisation de mineurs par des bandes armées. Le financement requis pour le plan de réponse humanitaire devrait être près du double de celui de 2022. Je demande instamment aux donateurs de continuer à contribuer généreusement à ce plan, afin d'aider à répondre aux besoins immédiats et à combler les lacunes en matière de développement qui existent depuis longtemps dans le pays.

L'expiration du mandat des 10 sénateurs qui étaient encore en fonction, le 9 janvier, signifie qu'il n'y a plus un seul élu dans le pays. Même s'il s'agit d'un problème grave, ce vide institutionnel offre l'occasion à Haïti de faire le point, d'examiner les causes profondes du dysfonctionnement et de mettre le pays sur une voie qui permettrait d'y remédier. Deux faits nouveaux peuvent contribuer à tracer la voie du retour à la responsabilité, à l'état de droit et à la restauration des institutions démocratiques, avec l'appui nécessaire.

Le premier fait nouveau résulte de l'action des membres du Conseil de sécurité, à savoir l'adoption à l'unanimité de la résolution 2653 (2022), qui établit des mesures de sanctions contre toute personne qui appuie des activités criminelles et des actes de violence impliquant des groupes armés. Comme je l'ai indiqué dans mon dernier exposé au Conseil en décembre (voir S/PV.9233), les sanctions bilatérales ont également été accueillies favorablement au cours de la période considérée. Ces mesures créent un espace pour un nouveau dialogue politique et pour les réformes nécessaires. Elles ont été renforcées par des progrès encourageants au sein du système judiciaire, car de nouvelles mesures ont été prises en matière de contrôle des antécédents des juges et de réduction du taux de détention provisoire.

Le deuxième fait nouveau est intervenu alors que je présentais mon exposé au Conseil le 21 décembre. Plus tard dans la journée, il a abouti à la signature du Consensus national pour une transition inclusive et des élections transparentes par un large éventail de personnalités politiques, d'organisations de la société civile, d'autorités religieuses, de syndicats et, pour la toute première fois, de représentants du secteur privé. Ce Consensus établit un calendrier pour l'installation d'un gouvernement élu d'ici à février 2024 et énonce les mesures à prendre immédiatement pour promouvoir les réformes fiscales pour augmenter les recettes

perçues par l'État et rétablir les services publics. Un haut conseil de transition a été créé et ses membres ont été nommés. Il travaillera avec le Gouvernement pour procéder aux nominations à la Cour de cassation, la plus haute juridiction du pays, et au Conseil électoral provisoire, et il désignera les membres du comité chargé des réformes constitutionnelles.

Cet accord est loin d'être une affaire réglée, et il reste fondamentalement ouvert. Une série de tables rondes, qui comprendront des discussions sur l'élaboration d'une feuille de route électorale inclusive et d'un plan de sécurité nationale, offre une occasion à ceux qui sont intéressés, mais qui ne se sont pas encore engagés, à participer à cet effort.

Jusqu'à présent, cet accord, dont le nombre de signataires augmente chaque jour, est en effet le signe le plus prometteur issu des efforts de dialogue. Nous sommes encouragés par les réactions positives des principaux dirigeants politiques et des partenaires internationaux. Mais la mise en œuvre sera essentielle pour renforcer la confiance autour de cet accord. Le pays a besoin de toute urgence de voir ceux qui occupent des positions d'influence et de leadership, que ce soit au niveau national ou local, y compris la diaspora, mettre de côté leurs divergences et apporter leur contribution, en vue de la restauration des institutions légitimes de l'État.

La Police nationale d'Haïti reste une priorité pour le Gouvernement, avec une augmentation de près de 50 % des ressources budgétaires qui lui ont été allouées pour l'année en cours, qui s'élèvent à 162 millions de dollars. Le mois dernier, la trente-deuxième promotion de cadets est entrée en fonction, soit 714 nouveaux agents de police, dont 174 femmes. Je remercie les partenaires qui contribuent aux activités du panier de financement visant à appuyer la Police nationale d'Haïti. La Police utilise les véhicules blindés qu'elle a achetés, et d'autres continuent d'arriver en Haïti, pour lancer des opérations contre les bandes organisées, dont certaines sont plus réussies que d'autres. Mais le défi reste de maintenir et de consolider les gains obtenus après les opérations.

Comme le Secrétaire général le signale dans son rapport (S/2023/41), et comme je l'ai déjà mentionné, le Consensus national et les sanctions sont deux avancées importantes, qui peuvent contribuer de manière significative à surmonter la crise et à soulager des souffrances indicibles. Ces avancées offrent une voie claire vers le rétablissement de la démocratie et de la légitimité. Le troisième élément qui renforcera à la fois la

Police nationale d'Haïti et ces avancées est le déploiement d'une force spécialisée internationale, comme l'a demandé le Gouvernement en octobre. Cela ne s'est pas encore concrétisé.

La réalité est que, sans le déploiement de cette présence internationale qui mènerait ses activités en coordination avec la Police nationale d'Haïti, les effets très positifs du processus politique et des sanctions obtenus à ce jour resteront fragiles et susceptibles d'être inversés. Les Haïtiens, dans leur grande majorité, aimeraient bénéficier de cette assistance pour qu'ils puissent vivre en paix au quotidien. La population vit dans la peur et n'est que trop consciente des limites de la police. En ce mois du souvenir, le peuple haïtien, dont les souffrances perdurent, compte sur le Conseil de sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie Mme La Lime de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Wood (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} La Lime, de son exposé.

Les États-Unis poursuivent leurs efforts pour remédier à la crise humanitaire et à l'insécurité en Haïti, et pour appuyer les efforts menés par les Haïtiens en vue de favoriser la mise en place de conditions politiques qui permettraient la tenue d'élections libres et régulières. Nous tenons également à remercier l'Équateur d'avoir assumé le rôle de corédacteur pour le dossier d'Haïti, et nous nous réjouissons à la perspective de travailler en collaboration avec les autres membres du Conseil de sécurité pour prendre les mesures qui s'imposent face à la situation actuelle en Haïti.

Nous nous félicitons du fait qu'un large éventail d'acteurs politiques, de membres du secteur privé, d'organisations de la société civile, de groupes religieux, d'associations professionnelles et autres ont pu s'unir pour convenir des mesures nécessaires en vue de l'organisation d'élections libres et régulières en Haïti. L'adoption de l'accord du 21 décembre est l'occasion pour les Haïtiens de rétablir la stabilité de leur pays et d'en améliorer la gouvernance. Il est essentiel que l'accord politique et sa mise en œuvre restent ouverts à tous. Nous saluons le rôle que la société civile et le secteur privé ont joué pour aider à rassembler les différentes parties.

En outre, pour favoriser les progrès nécessaires en vue de satisfaire aux exigences de l'accord politique, Haïti doit s'attaquer aux problèmes d'insécurité persistants. La violence liée aux bandes organisées a atteint des niveaux sans précédent, ce qui a exacerbé la crise humanitaire en cours et entravé la capacité de faire face à l'épidémie de choléra, qui a eu des conséquences disproportionnées sur les enfants et les jeunes. Les bandes criminelles continuent de recruter des enfants et des jeunes. Les violations des droits humains persistent, car ces bandes criminelles utilisent la violence fondée sur le genre, notamment le viol, pour créer un climat de peur et étendre leur contrôle territorial.

La communauté internationale doit redoubler d'efforts pour répondre aux besoins humanitaires croissants, tout en aidant Haïti à lutter contre l'insécurité, afin qu'il puisse y avoir des progrès dans l'application de l'accord politique du 21 décembre. Nous saluons les efforts déployés par la Police nationale d'Haïti pour mettre fin au blocage du terminal pétrolier de Varreux l'automne dernier, qui avait perturbé la vie d'innombrables Haïtiens et directement entraîné la fermeture de plusieurs hôpitaux ainsi qu'une interruption de l'acheminement de l'aide humanitaire.

Nous constatons avec satisfaction que la mise en place d'un régime de sanctions par le Conseil de sécurité dissuade celles et ceux qui voudraient commettre et/ou financer des actes de violence à l'origine de l'instabilité en Haïti. Les États-Unis sont en train d'identifier des cibles supplémentaires impliquées dans les troubles en Haïti pour les signaler à l'ONU aux fins d'inscription sur la liste des sanctions.

Nous sommes conscients de la nécessité d'appuyer les réformes institutionnelles, en plus de répondre aux besoins immédiats d'Haïti sur les plans humanitaire et de la sécurité. Par l'intermédiaire du plan décennal *Global Fragility Act*, les États-Unis cherchent à s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité, en s'appuyant sur la réforme du secteur de la justice, sans oublier l'engagement civique et les perspectives économiques. Nous exhortons également les pays partenaires à contribuer au panier de fonds de l'ONU, compte tenu de la nécessité pressante de faire évoluer la situation en matière de sécurité en Haïti.

Compte tenu de la gravité de la situation en matière de sécurité en Haïti, il n'y a pas de temps à perdre. Sans une amélioration des conditions de sécurité, il sera impossible de progresser sur les fronts politique, économique ou humanitaire. Nous encourageons la

communauté internationale à continuer de s'attacher en priorité à appuyer les efforts déployés par Haïti pour satisfaire tous ces besoins.

M. Zhang Jun (Chine) (*parle en chinois*) : Je tiens tout d'abord à exprimer mes sincères condoléances à la suite du décès tragique du Ministre des affaires étrangères du Gabon, Michael Moussa Adamo. Tout au long de sa vie, il a activement fait campagne pour la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique, apportant une contribution précieuse au maintien de la paix mondiale. Sa disparition tragique est une grande perte pour le peuple gabonais. J'adresse mes sincères condoléances à l'Ambassadeur Bian et à nos frères et sœurs de la Mission permanente du Gabon auprès de l'Organisation des Nations Unies.

La Représentante spéciale du Secrétaire général pour Haïti, M^{me} La Lime, vient de nous informer de la situation en Haïti, et je l'en remercie. Je salue également la participation du Ministre dominicain des relations extérieures et des Représentants permanents d'Haïti et du Canada à la présente séance.

Au cours de l'année écoulée, la situation en Haïti ne s'est pas améliorée, le vide politique et la violence endémique des bandes organisées pesant lourdement sur le peuple haïtien. Les mandats de la Chambre des députés et du Président haïtiens ont expiré en 2020 et 2022, respectivement, et ceux du Président du Sénat et des 10 derniers sénateurs ont pris fin il y a deux semaines. Cela veut dire que les institutions étatiques d'Haïti n'ont plus aucun représentant légitimement élu. La crise de la légitimité politique est la crise fondamentale en Haïti. Les partis et factions du pays doivent répondre à l'appel du peuple à un retour à l'ordre constitutionnel et prendre la responsabilité de faire progresser la transition politique sans retard.

Le mois dernier, les autorités intérimaires sont parvenues à un Consensus national pour une transition inclusive et des élections transparentes, certains partis et groupes de la société civile ayant décidé de rétablir des institutions démocratiquement élues dans un délai de 18 mois. Il s'agit d'un pas en avant, mais il est encore loin de répondre aux attentes du peuple haïtien et des parties concernées. Nous constatons que certains groupes de la société civile, dont le groupe de Montana, s'y sont expressément opposés. Les parties haïtiennes doivent continuer à s'engager dans un dialogue inclusif, en abordant les consultations politiques avec un sentiment d'urgence redoublé, et se mettre d'accord sur un arrangement transitoire universellement acceptable,

crédible et réalisable, afin de créer les conditions propices à la tenue d'élections libres et régulières à une date rapprochée.

Le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti doit mettre en place une instance de dialogue entre tous les partis et factions haïtiens et intensifier ses efforts pour promouvoir un processus politique pris en main et dirigé par les Haïtiens, qui respecte les choix du peuple haïtien.

Dans son dernier rapport en date, le Secrétaire général (S/2023/41) indique que les activités criminelles violentes des bandes organisées haïtiennes se sont intensifiées. Avec plus de 2000 personnes tuées l'année dernière, soit une augmentation de plus de 30 % par rapport à l'année précédente, de manière générale, les Haïtiens accueillent favorablement les sanctions imposées par l'ONU aux bandes organisées haïtiennes et à leurs partisans et espèrent que le régime de sanctions permettra d'enrayer efficacement les activités des bandes organisées. Certaines personnes ont également formulé l'espoir que des sanctions seront imposées à d'autres gangsters qui portent atteinte à la paix et à la stabilité en Haïti. À l'instar de nombreux membres du Conseil de sécurité, la Chine appuie les efforts visant à aider le comité des sanctions à devenir opérationnel dès que possible, à examiner et mettre à jour de toute urgence la liste relative aux sanctions et à surveiller et garantir la pleine application des mesures de sanctions afin de créer l'effet dissuasif voulu contre la violence des bandes organisées. Cela doit être une des priorités des travaux du Conseil de sécurité.

La Chine salue les efforts de la Police nationale d'Haïti (PNH) pour maintenir l'ordre public et elle aide Haïti à améliorer ses capacités en matière de maintien de l'ordre et de justice, à renforcer le contrôle des armes et des flux financiers illégaux et à traduire les criminels en justice. La Chine se félicite que des partenaires régionaux aident la PNH à renforcer ses capacités. Lorsqu'ils envisagent de déployer des contingents, les pays doivent tenir pleinement compte des différents points de vue en Haïti et tirer les enseignements qui s'imposent de l'échec des précédentes interventions extérieures afin d'éviter de commettre les mêmes erreurs.

Haïti est confronté à sa plus grave crise humanitaire et économique depuis des décennies. L'année écoulée en Haïti a été marquée par une violence endémique, des flambées de choléra, une récession économique et une augmentation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. La vulnérabilité des femmes et des enfants est particulièrement affligeante.

Un pays a récemment pris de nouvelles mesures d'expulsion contre les migrants qui traversent les frontières en provenance d'Haïti et d'autres pays pour demander l'asile. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme s'est déclaré préoccupé par ces mesures, qui risquent de saper les fondements du droit international des droits de l'homme et du droit international des réfugiés. Nous pensons que les droits fondamentaux et la dignité des migrants haïtiens doivent être protégés et qu'aucun pays ne doit expulser des migrants au détriment de leurs droits fondamentaux. La Chine appuie les efforts déployés par l'ONU et les partenaires régionaux pour accroître les ressources humanitaires destinées à Haïti et jouer un rôle concret dans l'amélioration de la situation humanitaire sur le terrain afin de permettre à Haïti de surmonter les difficultés auxquelles il est confronté sur le plan économique et s'agissant des moyens de subsistance. Aux côtés de la communauté internationale, nous continuerons à jouer un rôle constructif pour accompagner le peuple haïtien dans sa quête de paix et de stabilité.

M^{me} Alhefeiti (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à exprimer nos condoléances et notre sympathie au Gouvernement et au peuple gabonais, ainsi qu'à nos collègues de la Mission permanente du Gabon auprès de l'Organisation des Nations Unies, à la suite du décès du Ministre des affaires étrangères, Michael Moussa Adamo.

Je tiens à remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général pour Haïti, M^{me} Helen La Lime, de son exposé très utile et de ses efforts en Haïti. Nous saluons également la participation d'Haïti, du Canada et de la République dominicaine à la présente séance.

Dans le contexte du débat d'aujourd'hui, je voudrais aborder quatre aspects importants pour le cheminement d'Haïti vers la stabilité et la prospérité.

Premièrement, nous jugeons encourageants certains des progrès réalisés sur le volet politique, avec la signature de l'accord du 21 décembre. Nous espérons que cet accord renforcera le dialogue politique, qui demeure essentiel pour que les acteurs politiques haïtiens partagent une vision commune. Cela contribuera également à améliorer la situation humanitaire, économique et en matière de sécurité et à assurer la stabilité à long terme d'Haïti. Aussi appelons-nous à nouveau toutes les parties prenantes à mettre leurs désaccords de côté et à s'engager dans un dialogue constructif et inclusif, afin de créer les conditions nécessaires à la tenue d'élections réussies.

Deuxièmement, il ne fait aucun doute que la violence persistera en Haïti tant que les institutions essentielles chargées de la sécurité, du maintien de l'ordre et de la justice ne pourront pas répondre efficacement à son augmentation spectaculaire dans tout le pays. À cet égard, nous saluons les efforts déployés par la Police nationale d'Haïti afin de promouvoir la sécurité. Ces efforts doivent être renforcés, notamment pour faire face à l'augmentation persistante et alarmante des niveaux de violence sexuelle et fondée sur le genre. Pour remédier aux problèmes de sécurité de manière globale et durable, il faut également lutter contre la corruption, le trafic et la prolifération d'armes et les flux financiers illicites. Nous saluons la coopération de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime avec les autorités haïtiennes et l'appui qu'il apporte au renforcement des capacités en matière de lutte contre le trafic d'armes et les flux financiers illicites. Nous saluons par ailleurs le rôle important et la mobilisation constante des acteurs de la région à cet égard.

Troisièmement, nous sommes vivement préoccupés par l'aggravation de la crise humanitaire en Haïti, qui doit rester en tête des priorités du Conseil. Les Haïtiens souffrent de la pauvreté, de pénuries d'eau et d'une insécurité alimentaire grave, sans compter les effets négatifs des changements climatiques. Ces problèmes sont multipliés par la propagation rapide du choléra dans tout le pays et par l'insuffisance de l'aide humanitaire. Dans ce contexte, nous condamnons la fermeture des principaux axes routiers par les bandes et leur obstruction à l'aide et aux services nécessaires, exacerbant plus encore une situation déjà catastrophique.

Quatrièmement, nous ne pouvons fermer les yeux sur les répercussions de la situation humanitaire et sanitaire et des conditions de sécurité sur les enfants et leur droit à l'éducation. Selon l'UNICEF, rien que l'année dernière, plus de 500 000 enfants haïtiens ont été privés d'éducation dans tout le pays et ont été pris pour cible par les bandes à des fins de recrutement. De telles restrictions empêchent les enfants d'acquérir les aptitudes qui leur permettront d'accéder au marché du travail et de contribuer à l'édification de leur société. Elles compromettent aussi les efforts de développement. Tout préjudice infligé aux jeunes en Haïti aura de graves répercussions sur les générations futures du pays. Il est donc essentiel qu'Haïti et les autres acteurs concernés étudient les moyens de rouvrir les écoles en toute sécurité et de garantir l'accès des enfants à l'éducation de manière durable.

Pour terminer, les Émirats arabes unis réaffirment leur solidarité avec le peuple haïtien. Nous appuyons l'action menée par l'ONU en Haïti, notamment les travaux du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti, afin d'instaurer la sécurité et la stabilité dans le pays. Nous continuerons en outre de coopérer dans un esprit constructif avec le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2653 (2022) concernant Haïti, qui constitue un outil important pour lutter contre les violences dans le pays, et participerons à toute discussion future sur les propositions formulées par la Représentante spéciale.

M. Costa Filho (Brésil) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord m'associer aux collègues qui m'ont précédé pour présenter à l'Ambassadeur Biang nos plus sincères condoléances à la suite du décès prématuré du Ministre des affaires étrangères Moussa Adamo, et je lui demande de transmettre nos pensées au Gouvernement et au peuple gabonais.

Je voudrais remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Helen La Lime, de son exposé complet qui, comme toujours, est source de vive préoccupation, bien que cette fois-ci, nous distinguons une petite lueur d'optimisme. Je salue également la présence de M. Roberto Álvarez Gil, Ministre des relations extérieures de la République dominicaine, et du Représentant permanent d'Haïti.

Depuis notre dernière séance tenue en décembre, il y a eu peu de progrès en ce qui concerne les conditions de sécurité en Haïti, qui restent aussi difficiles et préoccupantes que par le passé. Les bandes organisées continuent de contrôler et de paralyser une grande partie de Port-au-Prince, aggravant considérablement la terrible crise multidimensionnelle dans laquelle le pays reste plongé. De surcroît, l'épidémie actuelle de choléra présente toujours des risques majeurs pour la population haïtienne. Comme nous l'avons souligné par le passé, l'impasse politique actuelle et les crises humanitaire et de sécurité en Haïti se renforcent mutuellement. Alors que les 10 derniers sénateurs du Parlement haïtien ont officiellement quitté leurs fonctions ce mois-ci, le pays se retrouve aujourd'hui sans aucun représentant démocratiquement élu. Le Brésil craint que cette absence de légitimité, si elle n'est pas comblée, ne déclenche une crise encore plus profonde.

Il est dès lors fondamental que des avancées soient réalisées dans le dialogue politique entre le Gouvernement et l'opposition pour briser ce cercle vicieux. Nous avons pris note avec satisfaction de

l'initiative lancée le 21 décembre en vue de dégager un consensus national pour une transition inclusive et des élections transparentes. Nous jugeons encourageante cette initiative politique et espérons qu'elle marquera le début d'un processus global d'unité nationale. Il faut de toute urgence élargir ce consensus afin que la normalité institutionnelle puisse être rétablie en Haïti et que des élections puissent être organisées. Les groupes politiques et économiques désireux d'attiser la crise humanitaire pour satisfaire leurs objectifs égoïstes ne doivent pas s'imposer en Haïti. À cet égard, nous espérons que le régime de sanctions adopté en octobre dernier permettra de mettre en place des sanctions ciblées contre les personnes, aussi puissantes soient-elles, qui commettent des actes de violence ou les appuient. Comme certains membres appliquent déjà des sanctions unilatérales contre des ressortissants haïtiens, nous estimons qu'il est grand temps que le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2653 (2022) concernant Haïti entame ses propres délibérations, afin que des sanctions puissent être envisagées et imposées avec toute la force de la communauté internationale.

S'agissant des possibilités évoquées par le Secrétaire général dans sa lettre datée du 8 octobre 2022 (S/2022/747) pour renforcer la sécurité en Haïti et de l'appel lancé par le Gouvernement haïtien pour recevoir un soutien armé spécialisé afin d'aider à maîtriser la crise humanitaire dans le pays, nous attendons avec intérêt d'échanger avec les membres du Conseil sur les moyens de faire avancer ce projet. Nous sommes tous conscients qu'Haïti a besoin d'un changement qui va bien au-delà du contrôle des activités criminelles. Outre les mesures de sécurité, il est essentiel de réaliser des progrès dans le domaine socioéconomique en Haïti pour faire face à cette crise de manière efficace et durable. Haïti demeure une priorité absolue pour les projets brésiliens de coopération internationale, et nous exhortons la communauté des donateurs à intensifier ses efforts pour favoriser véritablement le développement socioéconomique, afin que le pays ne retombe pas dans la violence une fois la crise actuelle jugulée.

Pour terminer, le Brésil engage une fois de plus tous les acteurs politiques haïtiens à approfondir le dialogue en cours, qui, nous l'espérons, permettra d'ouvrir la voie à la tenue d'élections sûres et régulières. Le Brésil croit en des solutions pilotées par les Haïtiens, qui ne se concrétiseront que si les parties prenantes haïtiennes acceptent de dialoguer et de faire des compromis. Pour notre part, je tiens à souligner qu'Haïti est une

priorité pour le Brésil et qu'il le restera. Le Brésil contribue depuis longtemps à la paix et à la stabilité en Haïti et demeure pleinement déterminé à appuyer le pays, en particulier en ces temps difficiles.

M. Afonso (Mozambique) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prononcer cette déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Gabon, le Ghana et mon pays, le Mozambique.

Les trois membres africains du Conseil de sécurité tiennent à rendre collectivement un vibrant hommage au défunt Ministre des affaires étrangères de la République gabonaise, qui a consacré toute sa vie au service de l'Afrique, de la communauté internationale et de la cause de la paix et de la sécurité. Nous nous associons à nos collègues pour exprimer nos plus profondes et sincères condoléances au peuple de notre pays frère, le Gabon, à la suite de cette perte.

Nous remercions la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Helen La Lime, de son exposé riche en informations sur l'évolution de la situation en Haïti au cours des derniers mois. Nous nous félicitons de la présence de M. Roberto Álvarez Gil, Ministre des relations extérieures de la République dominicaine, ainsi que des représentants d'Haïti et du Canada à la séance d'aujourd'hui.

L'exposé présenté aujourd'hui par la Représentante spéciale La Lime a porté sur plusieurs aspects familiers de la situation en Haïti et les sombres réalités auxquelles les Haïtiens ordinaires restent confrontés. Un accord politique dirigé par les Haïtiens et susceptible de rétablir la gouvernance démocratique et institutionnelle n'a pas encore été conclu. La violence perpétrée par les bandes a atteint un niveau sans précédent. L'insécurité alimentaire augmente. Le niveau croissant d'insécurité continue de mettre en péril l'existence d'un pays déjà fragile.

Comme les trois membres africains du Conseil l'ont toujours souligné, la situation actuelle en Haïti exige une intervention urgente. Conformément à nos responsabilités en tant que Conseil de sécurité, nous nous sommes efforcés d'accompagner Haïti dans ce processus au cours des dernières années. Il reste cependant beaucoup à faire pour être à la mesure de l'ampleur des crises actuelles dans toutes leurs dimensions et pour aider Haïti à acquérir la résilience nécessaire afin d'éviter une rechute. L'engagement de la communauté internationale en Haïti doit produire des résultats pour le peuple haïtien. Les trois membres africains du

Conseil veulent croire qu'une action plus ambitieuse tenant compte des besoins d'Haïti et pouvant contribuer à éliminer les causes profondes des crises dans le pays continuera d'être envisagée.

À cette fin, les trois membres africains du Conseil se félicitent des consultations en cours et saluent les efforts intensifs entrepris pour élargir l'appui en faveur du document relatif au Consensus national et de la création consécutive du Haut Conseil de la transition. Nous sommes d'un optimisme prudent à l'égard de ces faits nouveaux sur le plan politique. Nous reconnaissons qu'un processus politique inclusif et crédible, fondé sur un dialogue constructif, peut créer les conditions nécessaires à des compromis et aboutir à un accord sur l'avenir politique du pays. Nous encourageons donc tous les segments de la société haïtienne à renforcer leur engagement en faveur du Consensus national.

Le processus politique doit être clair afin de reconstruire les institutions démocratiquement élues d'Haïti, de renforcer ses institutions de gouvernance et ses systèmes de justice pénale et de relancer le pays sur la voie du relèvement. Nous considérons cet accord comme une étape importante en vue d'instaurer la confiance nécessaire et de créer des conditions qui permettront de remédier à l'insécurité et à l'instabilité politique qui sévissent en Haïti depuis tant d'années.

En ce qui concerne la sécurité, les trois membres africains du Conseil restent profondément préoccupés par l'aggravation de la situation dans le pays. La violence des bandes et les autres activités criminelles, notamment la violence sexuelle et fondée sur le genre, les enlèvements et les homicides, ainsi que l'impunité des auteurs de ces actes, compromettent la paix, la stabilité et la sécurité d'Haïti et aggravent la situation économique déjà catastrophique du peuple haïtien. Les effets disproportionnés de la violence des bandes sur les femmes et les filles sont particulièrement inquiétants. Nous nous associons au Secrétaire général pour condamner dans les termes les plus forts le fait que les bandes armées utilisent la violence sexuelle comme une arme pour terroriser les communautés.

Tout en réaffirmant notre préoccupation concernant l'activité des bandes armées en Haïti, nous ne pouvons omettre de rappeler la nature interdépendante des problèmes multidimensionnels et complexes qui touchent Haïti. Le manque de perspectives économiques pour les jeunes des quartiers est un facteur important de recrutement par les bandes. Il est évident que, si nous n'intensifions pas nos efforts bilatéraux et multilatéraux

pour améliorer les moyens de subsistance en Haïti, l'extrême pauvreté et le chômage continueront à pousser les jeunes vers les bandes et à alimenter ainsi le cycle récurrent d'insécurité dans le pays.

En outre, il est essentiel que nous continuions de fournir un appui à la Police nationale d'Haïti dans sa lutte contre le phénomène des bandes criminelles. Nous ne devons pas relâcher nos efforts visant à renforcer les capacités opérationnelles de la Police nationale d'Haïti grâce à la formation et à la fourniture de matériel. À cet égard, nous félicitons les partenaires internationaux d'Haïti pour leurs généreuses contributions à l'appui de la Police nationale. Nous invitons à verser d'autres contributions pour Haïti.

Les trois membres africains du Conseil encouragent à poursuivre les consultations concernant la création et le déploiement d'une force internationale pour lutter contre les bandes qui sèment la terreur en Haïti. Nous reconnaissons que ces mesures doivent continuer d'être complétées par d'autres dispositions pour lutter contre la prolifération d'armes et de munitions illégales destinées aux bandes armées en Haïti. À cet égard, les progrès accomplis par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime au cours de la période considérée méritent d'être soulignés. L'engagement de la communauté internationale à soutenir Haïti dans la mise en œuvre de son plan national d'application du plan d'action pour l'exécution durable des mesures prioritaires contre la prolifération illicite des armes à feu et des munitions dans les Caraïbes sera également déterminant.

En ce qui concerne les sanctions, nous jugeons encourageante la réaction globalement positive de la population haïtienne après l'adoption par le Conseil de sanctions ciblées, qui ont contribué à une évolution positive sur le terrain. Le régime de sanctions doit contribuer à atteindre l'objectif pour lequel il a été établi, notamment en privant les réseaux criminels de sources de financement. Il doit donc cibler ceux dont les liens avec les réseaux de bandes criminelles sont clairement établis et éviter de créer un climat de suspicion.

La situation humanitaire en Haïti est également très préoccupante pour les trois membres africains du Conseil. Elle se caractérise par l'aggravation de l'insécurité alimentaire, à laquelle s'ajoute une épidémie de choléra, tandis que des millions de personnes ne peuvent satisfaire leurs besoins fondamentaux. Nous nous faisons l'écho de l'appel à fournir une aide urgente pour répondre aux besoins humanitaires croissants et contribuer à endiguer l'épidémie de choléra. Nous appelons

les autres donateurs à accroître leur appui durant cette période critique pour Haïti et exhortons les pays de la région à faire preuve d'une solidarité plus grande. Haïti a besoin d'aide de la part de la communauté internationale et encore davantage de ses voisins immédiats.

Nous ne saurions terminer sans réaffirmer notre soutien à l'action menée par le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti sous la direction de la Représentante spéciale La Lime. Nous continuerons de faire de notre mieux pour agir dans l'intérêt du peuple haïtien en ces temps difficiles et éprouvants. Première nation noire à s'être libérée du colonialisme et de l'esclavage, les Haïtiens, dont nous considérons le pays comme la sixième région d'Afrique, ont, malgré la violence récurrente, fait la preuve de leur remarquable résilience en tant que peuple. Nous les appelons à manifester cette résilience aujourd'hui encore, en cette période de crise, car nous savons qu'avec le concours de la communauté internationale ils avanceront sur la voie de la stabilité, du développement durable et de l'unité.

M. Hoxha (Albanie) (*parle en anglais*) : Je me joins à mes collègues pour adresser de nouveau nos plus sincères condoléances au Gabon à la suite de la disparition prématurée de son ministre des affaires étrangères.

Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} La Lime, de son exposé et lui souhaite la bienvenue pour son retour au Conseil.

Nous exprimons une fois de plus la profonde préoccupation que nous inspirent l'anarchie persistante, la crise humanitaire qui se creuse et l'impasse politique qui perdure en Haïti. Les bandes criminelles maintiennent toujours en état de siège un pays en proie au chaos, à la destruction et à la violence. Nous déplorons les graves violations des droits humains, en particulier des enfants, et la terrible crise humanitaire qui fait que la moitié de la population souffre à présent de faim aiguë. Les problèmes multiformes d'Haïti ont des causes multiples qui sont exacerbées par tout un ensemble de facteurs, y compris l'absence de vrais moyens et d'idées, ainsi que de sérieux obstacles structurels qui s'accumulent. Seules des mesures urgentes, énergiques et audacieuses pourront enrayer cette spirale descendante.

Premièrement, il faut déraciner le règne des bandes et la violence. L'emploi légitime de la force s'impose pour rétablir l'ordre. Haïti a un besoin urgent de toute l'aide qu'il peut obtenir à cet égard.

Deuxièmement, il n'y aura pas de *deus ex machina* ni de miracle importé de l'extérieur. La solution aux

problèmes du pays doit venir des Haïtiens eux-mêmes et ne peut qu'être dirigée par eux. Nous accueillons favorablement et appuyons tous les efforts tendant à rassembler les acteurs politiques et la société civile afin de créer une masse critique nationale en faveur d'un dialogue pour remédier ensemble aux maux du pays. Comme nous le savons, asseoir la démocratie requiert la mobilisation des citoyens, des institutions fortes, de la légitimité et un dialogue politique ininterrompu. Actuellement, tout cela fait défaut en Haïti. Face à une crise si aiguë, Haïti ne peut pas se permettre d'avoir une classe politique irresponsable qui continue de faire primer ses intérêts égoïstes sur le bien commun. Haïti a besoin d'un dialogue politique responsable, d'unité dans l'action et d'un engagement honnête, pas d'une cacophonie de vues divergentes alors que le pays est en feu. Autrement, la seule coalition opérante dans le pays sera celle des bandes, comme tel est le cas pour l'instant. À ce sujet, la mise en place d'un Consensus national pour une transition inclusive et des élections transparentes constitue le premier point de départ encourageant pour mettre le pays sur la bonne voie, afin de retrouver la légitimité nécessaire pour prendre les décisions qui permettront de rétablir l'état de droit et de ramener la démocratie et le développement.

Troisièmement, le régime de sanctions instauré par la résolution 2653 (2022) a été une étape importante pour aider Haïti à combattre la corruption, la criminalité et la violence des bandes. Sa mise en œuvre intégrale et rapide a valeur de priorité. Les Haïtiens s'en félicitent. Nous devons être prêts à renforcer et élargir les sanctions ciblées contre les criminels. Les responsables de l'effondrement de l'ordre public doivent savoir qu'on ne les laissera pas agir en toute impunité.

Quatrièmement, nous exprimons une fois de plus notre plein appui au Bureau intégré des Nations Unies en Haïti et au travail indispensable qu'il accomplit malgré la violence et l'insécurité accrues. Il faut toutefois faire plus, et le Conseil peut et devrait faire davantage pour aider les Haïtiens à reprendre le contrôle de leur pays. C'est pourquoi nous souscrivons à l'appel en faveur d'une mission internationale d'assistance à la sécurité.

Pour terminer, rappelons-nous que seuls les bandes, les criminels et ceux qui leur sont directement ou indirectement affiliés ont intérêt à ce que l'État soit en faillite, pour régner sur une société faible et vulnérable. Ils ont fait de la démocratie un mot creux, des droits humains une illusion et de la vie normale une aspiration impossible. Les 12 millions d'Haïtiens

désespérés méritent mieux. Nous savons qu'ils sont capables du meilleur et que les empreintes qu'ils ont laissées dans l'histoire sont indélébiles. Ils ont besoin d'aide, maintenant.

M^{me} Gatt (Malte) (*parle en anglais*) : Malte tient à exprimer ses sincères condoléances à l'Ambassadeur Biang ainsi qu'à la délégation et au peuple gabonais à la suite du décès prématuré du Ministre des affaires étrangères Michael Moussa Adamo.

Je remercie la Représentante spéciale La Lime de son exposé complet de ce jour, qui donne à réfléchir.

Il est profondément regrettable et tragique qu'Haïti continue de souffrir, pris dans l'étau de nombreuses crises, en proie à la pire urgence que le pays ait connue depuis des décennies, sur le plan humanitaire et du point de vue des droits humains. Dans les zones contrôlées par les bandes, les gens sont privés de leurs droits les plus fondamentaux, y compris leurs droits à la vie, à l'eau, à l'alimentation et aux soins de santé. Tout au long de l'année passée, nous avons encore été témoins d'une spirale descendante qui n'en finit pas. D'après le rapport du Secrétaire général (S/2023/41), le nombre d'homicides a augmenté de plus de 35 %, et celui des enlèvements a plus que doublé par rapport à 2021. Les rivalités entre bandes lourdement armées dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, ainsi que dans les départements de l'Artibonite et du Nord, rendent la vie des populations locales insupportable, avec des meurtres et des mutilations délibérés et des actes de violence sexuelle coordonnés. La violence empêche les enfants d'aller à l'école et a déjà fait plus de 150 000 déplacés.

Les récits poignants des cas généralisés de violence sexuelle et de viols collectifs perpétrés par des bandes armées comme stratégie pour étendre leur contrôle à de nouvelles communautés sont choquants, et les actes qu'ils décrivent, inqualifiables. Nous condamnons ces actes sans réserve et appelons à la mise en place d'un système judiciaire responsable pour prendre des mesures immédiates contre l'impunité généralisée dont jouissent actuellement les auteurs de ces crimes. Nous soulignons également la nécessité d'améliorer la disponibilité, l'accessibilité et la qualité des soins médicaux et psychosociaux destinés aux personnes rescapées de la violence sexuelle, et de renforcer les efforts de coordination entre les unités compétentes de la Police nationale d'Haïti.

La situation humanitaire en Haïti continue de se détériorer, s'agissant en particulier de l'alimentation

et de la nutrition, avec 4,7 millions de personnes souffrant d'insécurité alimentaire aiguë et près de 20 000 qui vivraient dans des conditions proches de la famine. Par ailleurs, le choléra s'est rapidement propagé aux 10 régions du pays, les enfants représentant 40 % de l'ensemble des cas suspects. Ces chiffres risquent d'augmenter encore, à moins d'une intensification rapide du niveau d'aide humanitaire. Les bandes armées continuent d'attaquer des ports et de bloquer des routes, entravant l'acheminement de l'aide humanitaire et menaçant la sécurité des travailleurs humanitaires. Malte salue les partenaires humanitaires nationaux et internationaux qui se mettent en danger pour apporter une aide vitale aux personnes qui en ont désespérément besoin. Il faut faire plus pour ouvrir l'accès humanitaire et veiller à ce que des moyens adéquats soient mis à la disposition de la réponse humanitaire.

La sécurité et la stabilité en Haïti ne peuvent être rétablies qu'au moyen d'une solution politique inclusive et prise en main par les Haïtiens. Le Consensus national pour une transition inclusive et des élections transparentes, signé par le Gouvernement et d'autres parties prenantes en décembre, est le reflet d'une possible ouverture pour des progrès sur le front politique. Nous nous félicitons de cette occasion et exhortons tous les acteurs politiques d'Haïti à mettre de côté leurs divergences et à se ressembler autour d'un compromis dans l'intérêt du peuple haïtien. Il ressort clairement de l'exposé de la Représentante spéciale La Lime et du rapport du Secrétaire général que, pour avancer vers une solution politique, le Gouvernement haïtien a besoin d'un appui urgent de l'ONU et de la communauté internationale.

Des effets positifs ont été constatés à la suite de l'adoption à l'unanimité de la résolution 2653 (2022), qui a établi un régime de sanctions en vue d'imposer des mesures spécifiques aux personnes qui prennent part aux activités impliquant des groupes armés et des réseaux criminels ou qui les soutiennent. Il faut continuer à utiliser les sanctions pour barrer la route à ceux qui cherchent à perpétuer le chaos et à tenir le peuple haïtien en otage pour leur propre avantage. Nous appelons la communauté internationale à renforcer son appui à la Police nationale d'Haïti, notamment au travers des mesures décrites dans les recommandations du Secrétaire général.

Le peuple haïtien a besoin que nous agissions sans plus tarder. Il n'y a plus de temps à perdre. Que le Conseil montre l'exemple et que 2023 soit une année de

progrès vers l'avenir pacifique et prospère que méritent les Haïtiens.

M. Pérez Loose (Équateur) (*parle en espagnol*) : Avant de prononcer ma déclaration, je voudrais exprimer les sincères condoléances de l'Équateur au Gouvernement gabonais à l'occasion du décès du Ministre des affaires étrangères, Michael Moussa Adamo.

Au cours des 24 premiers jours du quatrième mandat de l'Équateur au Conseil de sécurité, nous avons abordé des questions essentielles liées à la paix et à la sécurité dans le monde et avons même adopté des mesures nécessaires sur diverses questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil. Nous sommes venus à cette séance aujourd'hui, conscients de la responsabilité solennelle de l'ONU d'appuyer les efforts de la République d'Haïti pour surmonter les problèmes de sécurité, de paix, de développement et de droits humains auxquels son peuple est confronté.

Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Helen La Lime, de son exposé et de son action. Je salue également la participation du Ministre des relations extérieures de la République dominicaine et des représentants d'Haïti et du Canada à la présente séance.

L'Équateur, l'Amérique latine et les Caraïbes garderont toujours à l'esprit le rôle historique d'Haïti dans l'accession à la liberté de nos pays, de notre région et dans le monde entier. Par conséquent, le meilleur hommage que la communauté internationale puisse rendre au peuple haïtien est de faire véritablement preuve de solidarité et d'unité. J'insiste particulièrement sur l'unité dont le Conseil a fait montre au cours du dernier trimestre de 2022, qui s'est traduite par le renouvellement du mandat du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti avec l'adoption de la résolution 2645 (2022) en juillet et des mesures spécifiques énoncées dans la résolution 2653 (2022) adoptée en octobre, notamment la création d'un comité des sanctions visant les individus et les entités responsables ou complices d'actes qui menacent la paix et la sécurité d'Haïti.

Je remercie le Secrétaire général de son rapport (S/2023/41), qui rend compte d'une situation de plus en plus complexe bien que le principal terminal de carburant de Varreux ait été libéré le 3 novembre. Je salue l'action de la Police nationale d'Haïti, qui continue de s'améliorer, mais je reconnais également ses limites et ses besoins face aux puissants groupes et bandes criminels. Le Conseil doit par ailleurs, en coordination

avec les autres entités du système des Nations Unies, contribuer à la lutte contre la criminalité transnationale organisée. C'est pourquoi il doit poursuivre son soutien aux travaux techniques de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime visant à renforcer le contrôle des frontières et des ports et à lutter contre les flux financiers illicites. L'embargo sur les armes ciblées, imposé en vertu de la résolution 2653 (2022), est une première étape qui doit être complétée par des efforts globaux de lutte contre le trafic d'armes à feu. Je souligne à cet égard les observations qui figurent dans le dernier rapport du Secrétaire général.

Au cours de son mandat de deux ans, l'Équateur s'emploiera à renforcer l'appui du Conseil et du système des Nations Unies à Haïti dans le cadre d'une approche qui privilégie le respect et l'attachement à sa souveraineté, son indépendance, son intégrité territoriale et son unité. Nous appuierons tous les efforts visant à mettre un terme aux violations des droits humains, aux violences sexuelles et fondées sur le genre, à la traite des êtres humains, au trafic de migrants et au recrutement d'enfants à des fins de violence armée. Il est essentiel de faire progresser une transition inclusive vers la tenue d'élections transparentes, raison pour laquelle nous nous félicitons de la signature, le 21 décembre, du document relatif au Consensus national. Nous appelons toutes les parties prenantes à promouvoir la construction d'un consensus aussi large que possible autour de ce projet. En même temps, il est évident que pour garantir la stabilité de tout processus, des conditions minimales de sécurité doivent être réunies.

Lorsque l'Équateur occupait un siège non permanent au Conseil en 1991, mon pays et les États-Unis ont conjointement adressé au Secrétaire général une lettre datée du 3 octobre 1991 (S/23109), transmettant la résolution adoptée par les ministres des relations extérieures de l'Organisation des États américains, dans laquelle nous demandions la remise en vigueur du régime constitutionnel en Haïti, suite au coup d'État du 29 septembre de la même année. Tout en saluant le leadership du Mexique, dont le mandat au Conseil s'est achevé en décembre, et des États-Unis dans les progrès réalisés par le Conseil de sécurité en ce qui concerne Haïti l'année dernière, je voudrais aujourd'hui réaffirmer l'engagement de l'Équateur à collaborer activement avec les États-Unis en tant que corédacteurs sur cette question critique, en étroite consultation avec toutes les délégations.

M^{me} Jacobs (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Le Royaume-Uni souhaite se joindre aux autres pays pour présenter ses sincères condoléances au peuple gabonais à l'occasion du décès du Ministre des affaires étrangères Michael Moussa Adamo.

Je tiens à remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} La Lime, de son exposé ainsi que des efforts constants du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti. Nous nous félicitons en outre de la participation du Ministre dominicain des relations extérieures ainsi que des Représentants permanents d'Haïti et du Canada à cette séance.

Le Royaume-Uni reste profondément préoccupé par la situation catastrophique qui règne en Haïti, sur le plan humanitaire et de la sécurité. Les statistiques se passent de commentaires : 58 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, 4,7 millions de personnes se trouvent en situation d'insécurité alimentaire aiguë et le nombre d'enlèvements a augmenté de plus de 100 % en 2022 par rapport à l'année précédente. Nous avons également entendu des récits effrayants concernant l'utilisation généralisée de la violence sexuelle par des bandes armées comme arme pour terroriser les communautés. C'est dans ce contexte que nous reconnaissons la nécessité d'apporter une réponse urgente à la demande d'Haïti d'une aide internationale, et nous attendons avec intérêt la poursuite des discussions du Conseil de sécurité sur l'autorisation d'une mission internationale d'assistance à la sécurité, comme l'a proposé le Secrétaire général. Cette mission devra être définie en fonction des besoins de la population haïtienne et viser à contribuer au rétablissement d'une gouvernance efficace en luttant contre la violence en bande organisée, qui est endémique.

Nous savons également que des sanctions ciblées peuvent jouer un rôle à cet égard. À la suite de la création du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2653 (2022) concernant Haïti, nous sommes prêts à envisager de nouvelles sanctions contre les personnes impliquées dans les activités de bandes criminelles et les violations des droits de l'homme qui continuent de menacer la paix, la stabilité et la sécurité d'Haïti.

Cependant, les sanctions seules ne sont pas une solution. L'heure est venue pour les Haïtiens de s'unir afin de trouver une issue à l'impasse politique, une solution qui s'attaque aux difficultés économiques, humanitaires et de sécurité profondément enracinées qui affectent la vie quotidienne de la population haïtienne. Le Royaume-Uni se félicite des récentes initiatives en

faveur d'un dialogue plus large et des efforts déployés pour dégager un consensus. Nous renouvelons notre appel à tous les acteurs pour qu'ils prennent part au dialogue politique et qu'ils travaillent ensemble pour trouver et mettre en œuvre une solution consensuelle menant à des élections démocratiques.

M^{me} Baeriswyl (Suisse) : Qu'il me soit d'abord permis de me joindre à d'autres et d'exprimer nos très sincères condoléances à notre cher collègue l'Ambassadeur ainsi qu'au peuple et au Gouvernement du Gabon suite au triste décès de leur ministre des affaires étrangères.

Je remercie la Représentante spéciale, M^{me} Helen La Lime, pour son exposé. Ses propos illustrent la situation très difficile vécue par les Haïtiennes et les Haïtiens. Suite à l'expiration, le 9 janvier de cette année, du mandat des 10 derniers sénateurs, comme soulevé par d'autres, le pays n'a plus aucun élu. Les crises politiques, socioéconomiques, humanitaires et sécuritaires se renforcent mutuellement. À cela s'ajoute une résurgence du choléra et le manque d'accès aux services de base. Nous souhaitons exprimer ici notre solidarité avec le peuple haïtien, dont la jeunesse se voit privée de perspectives.

La Suisse est présente en Haïti depuis très longtemps. Elle y est restée lors de chaque crise et continuera de soutenir les efforts pour améliorer la situation. Nous sommes également favorables à un dialogue national inter-haïtien le plus inclusif et consensuel possible.

Qu'il me soit permis de souligner les trois points suivants. Premièrement, la situation sécuritaire en Haïti est alarmante en raison de l'augmentation constante de l'activité des gangs qui se traduit en violence contre la population. Des viols, des violences sexuelles, des meurtres, des vols, des attaques armées et des enlèvements sont commis quotidiennement. Nous condamnons la brutalité de ces violences, y compris contre les enfants. De plus, nous condamnons les enlèvements et le recrutement d'enfants par des bandes criminelles.

Comme le souligne le rapport du Secrétaire-général (S/2023/41), les mesures de prévention et de protection sont insuffisantes. La Suisse tient à réitérer l'importance de la documentation des cas, comme le font les organisations haïtiennes des droits humains, le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Les auteurs de violences doivent répondre de leurs actes et le soutien médical et psychologique aux survivantes et survivants

doit être renforcé. Dans les prochains mois, la Suisse va augmenter son soutien à des organisations locales et internationales qui fournissent des services psychosociaux dans certains quartiers contrôlés par les gangs.

Deuxièmement, la Suisse salue l'unité démontrée par le Conseil de sécurité en établissant un régime de sanctions et la dynamique qui s'est récemment développée suite à son application. Ces mesures peuvent contribuer à la stabilisation du pays, au respect de l'état de droit et surtout à la lutte contre l'impunité et contre la corruption. Elles doivent être mises en œuvre de façon effective. À cet effet, nous espérons que le groupe d'experts pourra commencer son travail sur le terrain rapidement. Le Conseil a reconnu la nécessité de procédures équitables et claires, et exprimé son intention d'autoriser le Médiateur à cet effet.

Troisièmement, plus de la moitié de la population haïtienne vit sous le seuil de pauvreté et on estime que 4,7 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire aiguë. En tant que donatrice, la Suisse soutient le Programme alimentaire mondial et le Fonds pour la consolidation de la paix en contribuant aussi directement à des organisations implantées dans les provinces du sud. Nous travaillons avec les autorités à tous les niveaux ainsi qu'avec des organisations locales en vue de renforcer la protection sociale, la sécurité alimentaire, et de réduire les risques de catastrophes, souvent exacerbés par les changements climatiques, tout en améliorant l'accès à l'eau et la gouvernance locale. Nous constatons avec préoccupation que l'accès à l'aide humanitaire et la sécurité du personnel humanitaire sont fortement compromis par la violence des gangs, réduisant ainsi l'impact de nos efforts et de ceux de nos partenaires.

Le Conseil s'est montré uni dans son engagement pour Haïti et doit soutenir l'amélioration de la situation sur place. La Suisse s'engage aux côtés des Haïtiennes et des Haïtiens, en vue de renforcer la bonne gouvernance à tous les niveaux, l'état de droit, la sécurité, la stabilité du pays ainsi que la protection des droits humains. Elle s'engage aussi pour améliorer la coordination de la réponse aux multiples besoins. Nous espérons que la communauté internationale continuera à maintenir une présence en Haïti. La Suisse se tient prête à soutenir tout effort à cet égard.

M^{me} Broadhurst Estival (France) : Comme mes collègues, je souhaite également présenter mes plus sincères condoléances au Gabon, au peuple gabonais et à l'ensemble de la Mission permanente ici à New York à

la suite du décès de leur ministre des affaires étrangères, Michael Moussa Adamo.

Je souhaiterais remercier M^{me} La Lime pour son exposé et saluer la présence parmi nous du Ministre des relations extérieures de la République dominicaine ainsi que des représentants d'Haïti et du Canada.

Nous étions réunis il y a tout juste un mois pour faire un constat alarmant (voir S/PV.9233) et force est de constater que la situation a continué de se dégrader. C'est avec un sentiment de grande urgence que la France appelle la communauté internationale à redoubler ses efforts.

Qu'il me soit permis de revenir pour ma part sur quelques priorités. Premièrement, nous avons accueilli avec intérêt la signature, le 21 décembre dernier, d'un document de « Consensus national » et nous encourageons les acteurs haïtiens à poursuivre un dialogue inclusif, qui doit déboucher sur l'organisation d'élections démocratiques lorsque les conditions sécuritaires seront réunies. À cet égard, nous espérons la nomination rapide d'un comité électoral provisoire et la fixation d'un calendrier. Je rappelle, comme la Représentante spéciale l'a également souligné, qu'il n'y a plus aucun élu dans l'ensemble du pays depuis l'arrivée à échéance, le 9 janvier, du mandat des 10 derniers sénateurs. La classe politique doit faire preuve de responsabilité afin de sortir de l'impasse actuelle.

Deuxièmement, la situation sécuritaire demeure extrêmement difficile et l'objectif doit être de soutenir avec plus d'efficacité la Police nationale d'Haïti qui est en première ligne. Elle a besoin, nous le savons tous, d'équipements, de financements et de formation. Pour rétablir la sécurité, les autorités haïtiennes ont également lancé un appel à la communauté internationale. Nous nous tenons prêts, avec nos partenaires, à faire davantage afin de redresser la situation sur le terrain.

Troisièmement, la France salue la constitution du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2653 (2022) et de son groupe d'experts. Nous espérons que ce comité se mettra rapidement au travail afin de faire des propositions. Les sanctions constituent un signal dissuasif pour les criminels, leurs soutiens politiques et leurs soutiens financiers.

Mais, nous le savons également, les sanctions seules ne résoudront pas tout. Il est impératif de reconstruire la justice en Haïti. La lutte contre l'impunité et le renforcement de la chaîne pénale dans son entièreté

doivent être une priorité si nous souhaitons à terme mettre fin à la violence.

Enfin, et c'est mon dernier point, la France restera engagée pour faciliter l'aide humanitaire, en particulier sur les plans sanitaire et alimentaire, car nous ne pouvons nous résoudre à l'engrenage actuel.

La France continuera de soutenir les efforts des Nations Unies ainsi que de toutes les organisations qui œuvrent pour Haïti, c'est aussi le cas de l'Organisation internationale de la Francophonie. Nous continuerons, autant qu'il est nécessaire, de nous tenir aux côtés du peuple haïtien.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Tout d'abord, nous tenons à exprimer nos sincères condoléances à la délégation et au peuple gabonais à la suite du décès du Ministre des affaires étrangères de leur pays, Michael Moussa Adamo. Nous partageons le deuil de nos amis gabonais.

Nous remercions Mme Helen La Lime de son exposé.

À en juger par les statistiques pour 2022 fournies dans le rapport du Secrétaire général (S/2023/41), la situation continue de se détériorer en Haïti. Le nombre de meurtres, d'enlèvements et de cas de violence sexuelle est à la hausse, de même que le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays et de réfugiés. Des informations récentes faisant état d'une violence accrue dans les rues de Port-au-Prince ne laissent aucun doute quant au fait que la criminalité restera en tête des priorités d'Haïti cette année. Nous sommes très préoccupés par les problèmes humanitaires, qui ont été aggravés par l'épidémie de choléra. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le nombre de cas de choléra a augmenté de 57 % au cours du mois dernier. Il est clair que sans une reprise complète du travail des institutions de l'État et un dialogue inclusif entre les forces politiques, il n'y aura pas de solution à cette situation. Nous suivons les efforts menés dans ce sens et prenons note de la signature, le 21 décembre dernier, du Consensus national pour une transition inclusive et des élections transparentes. Toute mesure susceptible d'aider à surmonter les divisions et à rétablir l'ordre constitutionnel en Haïti est à saluer. Cependant, il est important que tous les principaux acteurs de l'opposition soient inclus dans ce dialogue.

Dans le même temps, force est de constater qu'il n'y a plus d'autorités légitimes élues dans le pays. Le dernier tiers des sénateurs élus selon les procédures

prévues par la loi ont récemment terminé leur mandat. Nous avons déclaré à plusieurs reprises que la crise de légitimité est l'un des principaux obstacles à la rupture du cercle vicieux de l'anarchie, de la violence et de la détérioration socioéconomique du pays. En Haïti, la crise de légitimité est en grande partie le résultat d'une ingénierie politique externe et de politiques néocoloniales, qui empêchent plusieurs collègues du Conseil de sécurité d'appeler les choses par leur nom. La communauté internationale doit envoyer un message clair à Port-au-Prince sur la nécessité d'établir des institutions légitimes sur la base d'instruments internationaux et régionaux, tels que la Charte démocratique interaméricaine de 2001. Nous estimons que cette question doit être plus clairement prise en compte dans le rapport du Secrétaire général.

Nous soutenons l'appel du Secrétaire général à enquêter sur l'assassinat du Président Jovenel Moïse. Au cours des 18 mois qui se sont écoulés depuis cette tragédie, qui présente des traces évidentes d'ingérence extérieure, aucun progrès n'a été réalisé dans l'enquête. Tous les responsables, en particulier les commanditaires de l'assassinat, doivent être traduits en justice et punis. Nous sommes également très déçus de constater que, dans un document signé par le Secrétaire général de l'ONU, les mesures coercitives unilatérales sont de fait assimilées aux sanctions du Conseil de sécurité, et que ces deux instruments fondamentalement différents sont évoqués dans la même partie du rapport. Tout le monde sait que dans d'autres pays, les sanctions unilatérales ont déjà entraîné des conséquences humanitaires et économiques désastreuses. Dans certains cas, elles ont nui aux efforts déployés par la communauté internationale pour aider un État donné.

S'agissant d'Haïti, nous les considérons comme une tentative des États-Unis et du Canada d'influer sur les processus internes du pays comme cela les arrange. Cependant, ces mesures ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression de la volonté de la communauté internationale, qui ne peut s'exprimer que par l'intermédiaire des décisions du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2653 (2022) concernant Haïti. Nous espérons que le Comité de sanctions intensifiera ses travaux, notamment pour découvrir les véritables sources de financement des bandes organisées en Haïti et les voies utilisées pour l'approvisionnement de l'île en armes illicites.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Japon.

Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général La Lime de son exposé et de ses efforts en Haïti, et je salue également la participation à la séance d'aujourd'hui du Ministre des relations extérieures de la République dominicaine et des Représentants permanents d'Haïti et du Canada.

Haïti est confronté à une insécurité croissante, à des troubles humanitaires et à un ralentissement économique. Le Conseil de sécurité et la communauté internationale doivent renouveler leur solidarité avec le peuple haïtien. Nous devons également accroître notre soutien aux efforts que le pays déploie pour surmonter cette crise aux multiples facettes, rétablir l'état de droit et parvenir à une stabilité à long terme. Le Japon est particulièrement préoccupé par la violence généralisée des bandes organisées et les activités criminelles, qui ont aussi exacerbé les difficultés humanitaires et économiques. Par conséquent, ramener un niveau minimum d'ordre est une priorité absolue. Dans ce contexte, nous exprimons notre appui aux sanctions imposées en application de la résolution 2653 (2022) comme moyen d'aider à apporter la sécurité et la stabilité en Haïti, et nous encourageons le Groupe d'experts à se rendre dans le pays dès que possible. Nous prenons également note de l'appel du Secrétaire général en faveur du déploiement d'une force armée spécialisée internationale (voir S/2023/41), et nous sommes prêts à participer aux discussions du Conseil pour trouver un moyen de soutenir les initiatives pertinentes.

Toutefois, c'est aux autorités haïtiennes qu'il incombe au premier chef de rétablir et de maintenir la sécurité. La Police nationale d'Haïti doit avoir plus de moyens et être mieux équipée pour s'acquitter de ses fonctions, avec le soutien de la communauté internationale. Pour sa part, le Japon a contribué au panier de financement de l'ONU, créé sous l'impulsion du Canada et des États-Unis, pour soutenir la Police nationale d'Haïti.

De plus, le Japon est gravement préoccupé par la propagation rapide du choléra au cours des derniers mois, qui a touché les personnes vulnérables, notamment les enfants. Pour aider à faire face à cette crise, le Japon a décidé au début du mois d'accorder une aide d'urgence de 3 millions de dollars par l'intermédiaire d'organisations humanitaires internationales. Il est également impératif de renforcer la résilience socioéconomique

d'Haïti, afin que le pays et ses communautés puissent parvenir à une stabilité immédiate mais aussi à moyen et long terme. Il faut garantir la sécurité humaine en protégeant et en autonomisant les populations, notamment les femmes, les jeunes et les personnes en situation de vulnérabilité. Les efforts doivent plus précisément mettre l'accent sur la mise en place d'institutions efficaces, responsables et inclusives pour fournir des services de base.

Au fil des ans, le Japon a investi dans les personnes et les institutions en Haïti afin de renforcer son autonomie. Il a notamment apporté un soutien à long terme à la construction d'installations médicales depuis le tremblement de terre dévastateur de 2010. Cependant, l'unité politique du pays doit sous-tendre ces efforts. Le Japon soutient les efforts du Gouvernement haïtien visant à forger un accord inclusif entre tous les secteurs politiques et civils en Haïti, en particulier la signature de l'accord du 21 décembre 2022. Nous espérons que ces efforts permettront d'avancer vers la réalisation d'un consensus élargi. Le Japon appelle toutes les parties prenantes haïtiennes à se joindre au processus et à promouvoir le dialogue afin de rétablir l'ordre public et de trouver une voie pour restaurer les institutions démocratiques grâce à des élections libres, régulières et transparentes. Nous réaffirmons l'importance croissante des bons offices de l'ONU, notamment du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti, et attendons de lui qu'il redouble d'efforts pour encourager un dialogue constructif. Pour conclure, le Japon réaffirme sa détermination à continuer de soutenir les efforts fournis par Haïti pour surmonter ses défis sans précédent.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne la parole au représentant d'Haïti.

M. Rodrigue (Haïti) : Qu'il me soit tout d'abord permis de présenter mes condoléances attristées à l'Ambassadeur de la République gabonaise suite au décès soudain du Ministre des affaires étrangères de ce pays frère.

Je voudrais saluer la présidence japonaise du Conseil et remercier les membres du Conseil de sécurité pour l'intérêt qu'ils continuent de manifester face à la crise multidimensionnelle qui frappe Haïti. Je salue la participation à cette séance du Ministre des relations extérieures de la République dominicaine et du Représentant permanent du Canada. Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me}

Helen La lime, pour son exposé éclairant sur les développements récents en Haïti et pour la présentation du rapport du Secrétaire général (S/2023/41) qui nous fournit un diagnostic complet sur la situation sociale, politique, économique et sécuritaire en Haïti, assortie de nombreuses observations opportunes.

Nous sommes à mi-parcours du mandat du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti, renouvelé le 15 juillet dernier pour une année. Cette séance constitue donc pour nous une évaluation qui permettra de voir les progrès accomplis, les lacunes à combler et les défis à surmonter dans l'exécution de son mandat. Elle survient seulement un mois après la séance du 21 décembre dernier (voir S/PV.9233), à laquelle le Ministre des affaires étrangères, S. E. M. Jean Victor Gèneus, était présent pour présenter les derniers développements de la situation globale dans le pays. Il en avait profité pour renouveler la requête du Gouvernement auprès du Secrétaire général pour un appui robuste en vue d'aider la Police nationale à faire face aux défis sécuritaires et humanitaires auxquels le pays est confronté.

Nous nous félicitons que le rapport du Secrétaire général ait souligné, malgré la crise multidimensionnelle, certaines avancées importantes réalisées par le Gouvernement. À cet effet, sur le plan politique, la signature, le 21 décembre, de l'accord intitulé Consensus national pour une transition inclusive et des élections transparentes constitue sans conteste un accomplissement majeur. Ce document, qui a été adopté en Conseil des ministres et publié dans le journal officiel *Le Moniteur* le 3 janvier dernier, constitue une feuille de route devant guider le pays vers la sortie de cette grave crise qu'il traverse. Il prévoit la mise en place de structures politiques, à savoir le Haut conseil de transition, qui est constitué de trois membres venant du secteur privé des affaires, du secteur social et du secteur politique, et un organe de contrôle de l'action gouvernementale, composé de 21 membres, devant lequel le Gouvernement devra rendre compte. Par ailleurs, un conseil électoral provisoire devant organiser les joutes électorales sera bientôt installé.

Il est prévu, dans la feuille de route du Haut conseil de transition et de l'organe de contrôle de l'action gouvernementale, un échéancier clair devant conduire aux élections et au rétablissement des institutions républicaines au cours de l'année 2023. Le cap est mis sur les élections, et le Premier Ministre, S. E. M. Ariel Henry, en a fait l'annonce dans le but de rassurer les participants aux prochaines joutes. Il convient également de

signaler qu'aux termes de cet accord, le Gouvernement sera ouvert à de nouveaux secteurs.

Le Gouvernement se réjouit que ses efforts aient été couronnés de succès et aient été reconnus par de nombreux secteurs, tant au niveau national qu'au niveau international. Le secteur privé des affaires, le secteur associatif et le secteur politique ont tous félicité les efforts du Gouvernement visant la recherche d'un consensus national pour mettre le pays sur la voie du retour à l'ordre constitutionnel. Il en est de même au niveau international et de l'Union européenne et du Département d'État des États-Unis, qui ont salué l'accord du 21 décembre. La communauté internationale encourage les acteurs politiques à poursuivre ce dialogue inclusif devant conduire à la restauration des institutions démocratiques.

En matière d'état de droit, il y a lieu de mettre en exergue deux faits non négligeables. Le premier concerne la nomination du Président de la Cour de cassation, la plus haute instance judiciaire du pays, qui est choisi parmi les juges les plus anciens. D'autres juges seront nommés pour compléter la composition de cette importante institution et la rendre à nouveau fonctionnelle après être restée plus de 18 mois inopérante. Le deuxième fait important, une décision historique par sa portée, concerne la recommandation du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire d'écarter de la magistrature un certain nombre de juges décriés par la clameur publique.

En dépit de toutes ces avancées significatives, la situation en Haïti demeure toujours très préoccupante et fragile, comme l'avait bien souligné le Ministre des affaires étrangères Généus lors de la séance du 21 décembre dernier. Il ne faut donc pas se méprendre. Le pays continue à faire face à de nombreux défis, notamment des défis sécuritaires et humanitaires. Les cas de kidnapping dans la capitale continuent, ainsi que la violence des gangs armés ; même les policiers n'en sont pas exempts. Ainsi, au cours de la semaine écoulée, plusieurs d'entre eux ont été assassinés. La circulation des personnes et des biens continue d'être perturbée aux entrées nord et sud de la capitale, ce qui contribue à asphyxier davantage l'économie du pays qui tombe en récession, engluée dans le marasme, avec un taux de croissance négatif depuis plus de trois ans et une inflation atteignant près de 47 %. C'est une situation économique catastrophique, qui entraîne de graves conséquences sur les conditions matérielles de vie de la population, vivant déjà dans la précarité. La situation est aggravée par la crise humanitaire et l'insécurité

alimentaire, qui frappent plus de la moitié de la population. De plus, la résurgence et la propagation du choléra constituent une véritable menace de santé publique pour le pays.

Le rétablissement d'un climat sécuritaire dans le pays demeure toujours une urgence pour le Gouvernement. Il s'avère plus que jamais nécessaire et urgent d'adopter des solutions fortes à court terme pour rétablir un climat sécuritaire sûr et stable comme préalable à la création des conditions devant permettre d'avancer avec le processus en cours. Sans la sécurité, on ne peut prétendre à des élections honnêtes, transparentes et démocratiques ni au rétablissement et au fonctionnement normal des institutions dans le pays.

Nous faisons nôtre l'appel lancé par le Secrétaire général dans son rapport :

« Bien que le blocage du terminal pétrolier de Varreux ait pris fin, je réaffirme qu'il faut de toute urgence déployer une force armée spécialisée internationale, comme je l'ai expliqué dans la lettre que j'ai adressée le 8 octobre au Président du Conseil de sécurité » (*S/2023/41, par. 75*).

S'agissant des sanctions, le Gouvernement salue le travail du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2653 (2022) concernant Haïti et du Groupe d'experts, qui, d'ailleurs, doit se rendre en Haïti très prochainement. Il espère qu'ils effectueront un travail efficace qui permettra de punir les vrais coupables.

Nous n'avons cessé de répéter ici que l'heure est grave. Il nous faut beaucoup plus d'action. Il n'y a pas de place pour la lassitude. Nous avons une obligation d'agir vite. Nous nous félicitons des efforts déployés par les membres du Conseil sur la situation en Haïti et nous profitons de cette occasion pour les encourager à œuvrer davantage en vue d'aboutir à un consensus concernant l'appel du 7 octobre 2022, du Gouvernement à la communauté internationale, au déploiement immédiat d'une force internationale spécialisée pour renforcer les efforts de la Police nationale d'Haïti afin de lutter contre les gangs. C'est l'impératif du moment, car il s'agit de maîtriser les gangs armés et de rétablir l'ordre et la paix par l'exécution d'un plan national de sécurité. Il n'y a plus de délai et la situation sécuritaire risque de s'aggraver chaque jour, au désarroi d'un peuple en détresse qui souffre amèrement. Ne pas agir, c'est ne pas pénétrer la profondeur de la crise.

L'objectif final fixé par le Premier Ministre Ariel Henry est de remettre le pouvoir à des élus capables

d'adresser les grands défis politiques et socioéconomiques auxquels le pays est confronté. Le Gouvernement haïtien renouvelle son appel à la solidarité agissante de la communauté internationale pour l'aider à subjuguer le phénomène des gangs et lui permettre de conduire, à terme, le processus de retour à l'ordre démocratique dans le pays.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des relations extérieures de la République dominicaine.

M. Álvarez Gil (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Je saisis cette occasion pour exprimer au représentant du Gabon nos condoléances à la suite du décès regrettable du Ministre des affaires étrangères, Michael Moussa Adamo, et nous lui demandons de transmettre nos condoléances à sa famille.

Nous remercions tous les intervenants de leurs exposés de ce matin. Nous remercions tout particulièrement la Représentante spéciale Helen La Lime de ses efforts inlassables. Nous remercions et félicitons en outre l'Équateur, qui assume le rôle de corédacteur sur cette question importante, aux côtés des États-Unis. Ils peuvent compter sur notre soutien.

En cette nouvelle année, nous espérons que les nombreuses questions en suspens trouveront des réponses définitives. Le dossier dont nous sommes saisis aujourd'hui, la crise haïtienne, est un thème récurrent depuis l'année dernière et, malgré l'attention qui lui est accordée, le pays attend toujours une issue positive en termes de paix et d'harmonie.

Le 21 octobre dernier (voir S/PV.9159), le Conseil a adopté la résolution 2653 (2022), laquelle portait création d'un comité des sanctions contre les personnes qui financent les organisations criminelles semant la violence et le chaos en Haïti. Cependant, la principale demande des autorités haïtiennes, approuvée par le Secrétaire général, à savoir le déploiement d'une force robuste pour aider la Police nationale d'Haïti à mettre fin à la violence effroyable qui touche ce pays, n'a toujours pas de feuille de route.

Quelles sont les chances réelles que le Conseil de sécurité agisse enfin face à la crise haïtienne persistante, sur la base des propositions concrètes qu'il a entre les mains ? Le Gouvernement dominicain est conscient de l'héritage douteux des précédentes missions des Nations Unies en Haïti et comprend le besoin légitime de considérer et de planifier adéquatement toute réponse afin d'éviter de reproduire les erreurs du passé et, surtout,

d'écarter une solution qui ne tienne pas compte de la volonté des Haïtiens. Cependant, en tant que témoins directs de la tragédie humaine dans ce pays voisin, nous savons également que chaque minute d'attente est synonyme de nouveaux bouleversements et de souffrances pour des citoyens innocents.

Nous avons toujours reconnu qu'un pacte national menant à des élections régulières, libres et transparentes était un élément essentiel pour rétablir la stabilité en Haïti grâce à la légitimité de ses autorités. Nous devons néanmoins souligner que ce pacte national et ces élections doivent impérativement être accompagnés d'un processus urgent de pacification, ce que rien ne laisse entrevoir aujourd'hui.

Outre la consternation qu'elle nous inspire, nous réaffirmons, sans désinvolture et avec la plus grande fermeté, que la situation de notre voisin représente aussi une menace pour la sécurité nationale de la République dominicaine. Nous sommes le seul pays qui partage une frontière terrestre avec Haïti, sur une île relativement petite. Nos économies et nos échanges sont intimement liés. Les Haïtiens sont les principaux immigrants en République dominicaine.

Face à l'impossibilité de formaliser une gestion adéquate des frontières avec une responsabilité partagée, la frontière est devenue une source de problèmes, tels que la traite des êtres humains, le trafic d'armes et de substances illicites, ainsi que la contrebande de marchandises, autant de fléaux que notre gouvernement combat bec et ongles, avec l'aide de nos partenaires internationaux, mais dans des conditions de plus en plus difficiles. La gouvernance d'une telle frontière est pratiquement impossible lorsque l'une des parties n'est pas en mesure de garantir l'état de droit. Il ne faut pas oublier le défi que constitue la fourniture de services de base aux migrants en situation irrégulière, ni son incidence sur les politiques sociales de l'État dominicain.

Cette réalité n'est pas le fruit de sentiments anti-immigrants. La République dominicaine est un émetteur net de migrants, et notre histoire est marquée par des mouvements humains dans les deux sens. Cependant, lorsque le flux de personnes ne s'effectue pas dans le cadre de canaux légaux, de manière ordonnée et sûre, il s'accompagne de risques politiques, socioéconomiques et de sécurité, et il est difficile de garantir les droits correspondants. De nombreux gouvernements représentés ici, notamment les cinq membres permanents du Conseil, et même lorsqu'il s'agit de pays à revenu élevé, ont également manifesté leur profonde inquiétude quant

à la difficulté de gérer de manière adéquate les vagues croissantes de migration irrégulière. Imaginons ce qu'il en est dans le contexte dominico-haïtien, compte tenu de la crise humanitaire et institutionnelle que traverse Haïti.

Nous précisons donc une fois de plus que le Gouvernement dominicain est contraint de prendre les mesures qui s'imposent pour limiter les répercussions que la violence et la détérioration des institutions en Haïti pourraient avoir sur notre territoire. Nous sommes un pays solidaire, qui respecte le droit international, d'autant plus qu'Haïti est un pays ami avec lequel nous sommes liés par un traité de paix et d'amitié perpétuelle. Comme nous l'avons répété à maintes reprises, nous sommes prêts à continuer de jouer un rôle de bon voisin.

Notre rôle serait toutefois très différent si la communauté internationale apportait un appui concret au rétablissement de la paix et de la sécurité en Haïti. Dès 2019, en tant que membre du Conseil, la République dominicaine a exprimé à maintes reprises son inquiétude quant à la possibilité de réduire la portée de la Mission en Haïti, et nous avons insisté sur le fait qu'une mission forte, dotée de moyens importants et d'un financement suffisant, était nécessaire pour apporter véritablement une paix et une stabilité durables à Haïti. Aujourd'hui, la situation dans ce pays frère, loin de s'améliorer, tend à s'aggraver. C'est pourquoi nous continuons de mettre en garde contre sa détérioration constante.

Si l'on s'accorde à dire que l'humanité se trouve à un point d'inflexion, un « changement tectonique dans l'histoire », une *Zeitenwende*, comme l'a dit le Chancelier allemand Olaf Scholz pour évoquer la crise d'un multilatéralisme qui ne répond plus à la réalité actuelle, alors l'ONU doit être modernisée si elle veut pouvoir servir à préserver la sécurité universelle et défendre les valeurs de son document fondateur, la Charte des Nations Unies. Cette vision partagée par le Président Xi Jinping se retrouve également dans la récente stratégie de sécurité nationale des États-Unis.

Compte tenu de cette remarquable convergence de vues au niveau mondial, il est clair que l'avenir appelle une Organisation mieux outillée qui, tout en continuant de s'efforcer de débarrasser l'humanité des armes de destruction massive, saura régler avec autant de vigueur et de persévérance les conflits armés de moindre envergure qui génèrent tant de souffrances aujourd'hui. Mais cela n'est possible que si les

gouvernements et les citoyens du monde entier ont une grande confiance dans cette vénérable institution.

Le Président de l'Assemblée générale a affirmé au Conseil le mois dernier que « [n]e pas aboutir » dans notre tâche de maintien de la paix et de la sécurité internationales « reviendrait à plonger dans une impasse des millions d'enfants, de femmes, d'hommes et de familles qui en subissent tous les conséquences. Ils comptent sur nous pour dépasser les rapports de force » (S/PV.9220, p. 5).

Comment pouvons-nous espérer instaurer ce climat de confiance si nous n'agissons pas en temps utile face à une crise aussi singulière que celle qui secoue Haïti ? Tant qu'il n'y aura pas d'action ferme contre les criminels qui entravent l'avenir souverain d'Haïti, je ne crois pas, avec tout le respect que je porte à l'ONU, que nous puissions demander au peuple haïtien et aux autres peuples qui assistent à cette tragédie de faire confiance à l'Organisation.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Canada.

M. Rae (Canada) (*parle en anglais*) : Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, de nous avoir donné la possibilité de participer à cette discussion.

(*l'orateur poursuit en français*)

Je souhaite dire à quel point j'espère que mon collègue gabonais a compris la réaction unanime de ses collègues en apprenant la très triste nouvelle de la mort du Ministre Adamo. Nos pensées l'accompagnent pendant cette période si difficile pour lui personnellement et pour son pays.

(*l'orateur reprend en anglais*)

Comme vient de nous l'expliquer M^{me} La Lime, que nous remercions sincèrement de ses efforts constants et de l'exposé qu'elle a présenté aujourd'hui, la crise à multiples facettes que traverse Haïti demeure très grave. Comme l'ont souligné d'autres orateurs et oratrices, la situation reste très fragile. De nombreux enfants sont déscolarisés et recrutés par les gangs. De nombreuses jeunes femmes vivent dans la peur quotidienne d'être victimes d'agressions sexuelles. Des travailleurs quittent leur domicile le matin sans savoir s'ils seront kidnappés pendant la journée. Et certaines communautés sont confrontées à des conditions proches de la famine, une réalité que les Haïtiens vivent au quotidien. Il est clair que nous devons faire plus, et surtout, je pense que nous devons faire les choses

différemment que par le passé. Je souhaite donc faire quatre observations.

Premièrement, nous devons tirer les leçons de l'histoire des grandes interventions militaires étrangères en Haïti, qui n'ont pas réussi à apporter une stabilité à long terme aux Haïtiens. Le Canada est fermement convaincu que toutes les solutions que nous envisageons doivent être dirigées par les Haïtiens et les institutions haïtiennes. C'est le seul moyen qui nous permettra de lutter efficacement contre la violence actuelle et d'avoir un impact durable. Je pense que nous convenons tous qu'instaurer la sécurité en Haïti est une priorité non seulement pour le peuple haïtien, mais également pour la région. Comme nous l'avons entendu aujourd'hui, il est clair que c'est également une priorité pour les voisins d'Haïti. Toutes les déclarations qui ont été faites aujourd'hui soulignent qu'il s'agit d'une priorité.

En ce qui nous concerne, le Canada ne se contente pas de réfléchir à ce qu'il faut faire. Nous faisons déjà certaines des choses qui, à notre avis, sont nécessaires. En collaboration avec la Police nationale d'Haïti (PNH), depuis plusieurs mois, nous essayons de mieux comprendre la crise et de déterminer comment la fourniture d'une aide supplémentaire contribuera à régler le problème. Nous serions heureux de collaborer avec d'autres partenaires pour accomplir des progrès à cet égard. Nous nous réjouissons à la perspective de collaborer avec le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti et le Conseil de sécurité. Au moment où je parle, nous sommes en train de renforcer nos liens avec la PNH et d'accroître l'aide que nous lui fournissons. Nous continuons de collaborer avec elle en proposant des programmes de formation ; nous ne nous contentons pas de parler de formation et de financement, nous le faisons. Nous fournissons également du matériel de meilleure qualité, parce que cela est nécessaire et parce que nous devons nous assurer que les forces de police sont en mesure de faire face au niveau de violence que connaît le pays. Nous continuerons de collaborer avec le Conseil pour voir ce que nous pouvons faire d'autre, et nous sommes impatients de le faire.

Nous nous félicitons également qu'un certain nombre de pays se soient joints à nous pour contribuer au panier de fonds pour la sécurité, dont l'objectif est d'accroître la capacité et la professionnalisation de la Police nationale d'Haïti, et nous encourageons d'autres partenaires à faire de même. Beaucoup l'ont fait, mais pas tout le monde, et cela reste essentiel. Nous sommes

convaincus que nous devons tous joindre le geste à la parole. Il est également fondamental de soutenir les acteurs haïtiens pour reconstruire les systèmes judiciaire et pénitentiaire du pays, renforcer l'état de droit et lutter contre la corruption et l'impunité.

(l'orateur poursuit en français)

Deuxièmement, nous devons continuer à exercer une pression sur les gangs et l'élite qui les soutient. Le Conseil a agi rapidement pour établir des sanctions, qui, selon ce que nous pouvons comprendre, – et j'ai été heureux d'entendre les paroles de M^{me} La Lime aujourd'hui – portent fruit. À ce jour, le Canada a imposé des sanctions autonomes contre 15 membres de l'élite haïtienne en réponse à des actes de corruption importants et à d'autres comportements flagrants, notamment le soutien financier et opérationnel illicite apporté aux gangs armés. Le Canada va continuer de discuter avec le Conseil et avec d'autres pays pour déterminer comment nous pouvons faire plus. Nous attendons les rapports des experts, qui pourront nous indiquer exactement ce que nous pouvons faire encore.

Troisièmement, pour briser le cycle des crises, nous devons accompagner Haïti pour relancer son économie et entreprendre un développement socio-économique qui soit vraiment durable. C'est cela qui manque à présent. Nous pensons qu'Haïti mérite notre solidarité et notre soutien prévisible. Les jeunes Haïtiens doivent avoir l'espoir qu'il y a un avenir pour eux dans leur pays d'origine. Naturellement, comme l'ont dit de nombreux orateurs et oratrices, nous allons continuer de travailler sur la crise humanitaire actuelle, surtout pour faire face à la situation liée à l'épidémie de choléra.

Quatrièmement, le Canada encourage les acteurs haïtiens à développer un consensus encore plus large, parce qu'il y a toujours des groupes qui ne sont pas représentés. Je veux dire qu'il y a des jours où on n'est pas tout à fait d'accord avec le Gouvernement chinois. Mais je crois que la déclaration faite par mon collègue l'Ambassadeur Jun aujourd'hui était importante en ce qu'il a parlé de la nécessité que tous les groupes de la société civile en Haïti soient impliqués dans les discussions et jouent un rôle important dans le consensus national. Il y a toujours un effort à faire. En plus, il est très important que les femmes et les jeunes puissent jouer un rôle intégré dans le façonnement de l'avenir d'Haïti.

Je peux vous assurer, Monsieur le Président, que le Canada reste fermement engagé à remédier à cette crise, positivement et en formulant des suggestions pour arriver à des décisions nécessaires pour le Conseil, mais surtout pour la population haïtienne. Et je continue d'exprimer ma solidarité avec mon collègue l'Ambassadeur d'Haïti. Nous ferons tout notre possible pour être présents dans le contexte de la crise actuelle

et nous continuerons de suggérer des solutions positives pour parvenir à de meilleures solutions.

Le Président (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autre orateur ou oratrice inscrit sur la liste.

J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à midi.